

Le pouvoir aux travailleurs

04 JUIL 1999

N° 66

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- ENCORE UN SCANDALE FINANCIER ! TROP, C'EST TROP !	2
- LES SALARIES DE LA FONCTION PUBLIQUE EN COLERE CONTRE LE BLOCAGE DES SALAIRES	3 - 4
- UNE SOCIETE BARBARE OU LES PAUVRES SONT LES VICTIMES	4 - 5
- LE PRIX DU CACAO SOU MIS AUX ALEAS DU MARCHE CAPITALISTE	5 - 7
- DETTES DES PAYS PAUVRES : QUAND LES DIRIGEANTS IMPERIALISTES PARLENT D'ALLEGEMENT	7 - 8
- IL Y A 35 ANS LE GOUVERNEMENT AMERICAIN SIGNAIT LA LOI SUR LES DROITS CIVIQUES	9 - 10

**ENCORE UN SCANDALE FINANCIER !
TROP, C'EST TROP !**

Il y a deux semaines, la presse a rendu public un rapport des représentants de l'Union européenne faisant état d'un détournement de 18 milliards de FCFA. (Aux dernières nouvelles, il est maintenant question d'un détournement de 23 milliards de francs!). Dans la foulée, l'Union européenne a décidé de suspendre son "aide" à la Côte d'Ivoire.

Le ministère de l'Intérieur (et de la décentralisation) et surtout celui de la santé sont désignés coupables de ce détournement. Mais les responsables de ces deux ministères ne sont vraisemblablement pas les seuls à profiter de cette "aide" pour s'enrichir.

C'est une habitude bien établie pour les dirigeants de ce pays de ne rater aucune occasion pour détourner des fonds publics afin de garnir leurs comptes en banque. Rien qu'en prenant les six années du gouvernement Bédié, il serait fastidieux d'établir la liste de tous ceux qui ont impunément détourné de l'argent public.

La seule exception à la règle est l'emprisonnement de Roger Nasra (un homme d'affaires libanais) pour avoir détourné près d'un milliard de FCFA. Mais même là, malgré l'implication directe des hauts fonctionnaires comme le DG du Trésor Public, Julien Bouadou, celui-ci a été arrêté, puis relâché et reconduit purement et simplement à son poste juteux.

A part le cas de Roger Nasra et d'autres sous-fifres

qui paient pour les vrais responsables de ce détournement d'un milliard, dans tous les autres cas, tous ceux qui ont commis des malversations financières n'ont pas été le moins du monde inquiétés. Au contraire ils avaient droit à une promotion en guise de prime.

Et cela n'est pas étonnant quand on sait que l'exemple vient d'en haut, à commencer par Bédié lui-même, impliqué dans certains scandales financiers dont notamment celui de la surfacturation des complexes sucriers, alors qu'il était ministre de l'Economie et des Finances de Houphouët Boigny.

Si les dirigeants peuvent ainsi s'enrichir en toute impunité en puisant dans les caisses de l'Etat, pourquoi mettraient-ils fin à une tradition aussi solidement enracinée? Cette tradition d'enrichissements illicites devient même pour eux une sorte de droit auquel ils n'entendent pas renoncer -même en période de crise.

Ces gens-là ne se privent de rien. Mais c'est aux autres, aux petits employés de la Fonction publique, aux travailleurs et aux pauvres qu'ils demandent des "sacrifices". Eh! bien, à force de se comporter avec tant d'arrogance et de cynisme à l'égard de ceux qui ont du mal à joindre les deux bouts et qui n'ont pas les moyens de se faire soigner en cas de maladie, ils finiront bien un jour par provoquer un ras-le-bol général. Et ce jour-là, ils ne l'auront pas volé!

LES SALAIRES DE LA FONCTION PUBLIQUE EN COLERE CONTRE LE BLOCAGE DES SALAIRES.

Du 15 au 18 juin dernier, les salariés de la Fonction publique étaient en grève pour revendiquer le déblocage de leurs salaires et le paiement des arriérés de leurs avancements non suivis d'effets financiers depuis plusieurs années. Ceux-ci s'élèvent déjà à quelque 300 milliards de francs CFA.

Le gouvernement a tenté de les en dissuader en usant des intimidations. Et puis quand cette manoeuvre grossière n'a pas marché, il a joué sur les sentiments nationaux en leur demandant des "sacrifices" nécessaires au nom du "patriotisme". En vain. En exprimant le sentiment général des fonctionnaires en grève, un dirigeant syndicaliste -d'un syndicat lié pourtant au parti au pouvoir- a répondu en posant cette question : "Quelle est la part de sacrifice de Bédié et de ses ministres ?"

Alors la grève a eu lieu. Elle a été largement suivie, paralysant bon nombre de services de la Fonction publique et en perturbant sérieusement d'autres pendant quatre jours. C'était la deuxième grève de la Fonction publique, huit mois après celle de novembre 1998, qui était elle-même la première du genre depuis l'indépendance.

Ces deux grèves en moins d'un an traduisent un largement mécontentement des salariés de la Fonction publique. Car leur pouvoir d'achat en général faible, est bloqué depuis 18 ans, alors que les prix,

particulièrement ceux des produits de première nécessité ne cessent d'augmenter. Un autre dirigeant syndicaliste a déclaré à ce sujet : "Aujourd'hui, le blocage des avancements a réduit les fonctionnaires à la mendicité".

La situation des employés de l'Etat est devenue de plus en plus insupportable. Et au lieu d'une augmentation nécessaire et immédiate des salaires, le gouvernement a demandé à ceux-ci d'attendre jusqu'à l'an 2001 pour obtenir satisfaction, car selon lui c'est à cette date que prendra fin l'"ajustement structurel".

Il s'agit là d'un mensonge. Car les mesures d'austérité appelées "ajustement structurel" seront purement et simplement reconduites et même aggravées, si elles ne permettent pas d'atteindre l'objectif attendu, à savoir le "redressement" économique. Or rien ne permet d'affirmer que ces mesures n'échoueront pas comme celles du même genre qui ont été déjà tentées.

En réalité, ce que veut le gouvernement, c'est d'attendre que Bédié soit réélu à l'élection présidentielle de l'année prochaine et continuer tranquillement la même politique d'austérité.

Eh bien, cela est inacceptable aussi bien pour la fonction publique que pour le secteur privé. Les travailleurs qui sont confrontés aux

problèmes d'exploitation et de bas salaires, et qui ont des conditions de vie autrement plus difficiles que celles des employés du secteur public, ont aussi les mêmes revendications d'augmentation de salaire. Et il leur arrive d'exprimer de temps en temps, dans telle ou telle entreprise leur colère au moyen

des grèves.

Mais pour donner plus de force et d'efficacité à leur lutte, tous les salariés, qu'ils soient du privé ou du public, ont tout intérêt à unir leurs grèves en une seule et même grève.

* * * * *

L E U R S O C I E T E

UNE SOCIETE BARBARE OU LES PAUVRES SONT LES VICTIMES

Une jeune fille de 18 ans est morte à Abobo en tentant de se faire avorter.

Avorter est un grand mot quand on sait que les deux personnes chargées de procéder à l'avortement n'étaient ni des médecins, ni des infirmiers. Elles n'avaient aucune qualification, aucun diplôme leur permettant de faire ce travail. Et pourtant c'était eux les médecins de la clinique "La belle santé" située à Abobo, qui ont tenté de faire avorter cette jeune fille portant 5 mois de grossesse.

Des criminels comme eux, à des degrés différents peut-être, mais des criminels quand même, il en regorge dans ce monde fou où une grande partie de la population est dépourvue de tout moyen de soins modernes et n'ont pas d'autres choix que de se

tourner vers des crapules qui profitent de cette situation de désarroi dans laquelle se trouvent leurs victimes. Il en va du charlatan posté aux coins des rues, avec ses gris-gris, du marabout, du pasteur ou du prêtre qui procèdent à des "prières miraculeuses", ou encore de ces "médecins" douteux qui pratiquent dans des cliniques qui ressemblent à s'y tromper à des poulaillers où y pullulent des microbes qui suffiraient à eux-mêmes à vous achever.

Des "cliniques" comme celle de "La belle santé" sont nombreuses dans les quartiers pauvres d'Abidjan, parce que nombreux sont les malades qui n'ont pas d'autres choix que ces cliniques douteuses, faute de moyens. D'ailleurs, des vrais médecins, voire des chirurgiens, viennent aussi y pratiquer pour

L E U R S O C I E T E

arrondir leur fin de mois. C'est d'ailleurs par cette petite porte que les petites gens arrivent encore à avoir accès à la médecine moderne, avec inévitablement toutes les complications dues notamment aux microbes.

La responsabilité du gouvernement dans cette situation est de premier ordre.

Directement d'abord dans le crime commis à l'encontre de cette jeune fille qui y a laissé sa vie parce que, en Côte d'Ivoire, l'avortement y est interdite. Les principales victimes sont les filles et les femmes des pauvres. Parce que les riches, eux, ont toujours les moyens d'évacuer leur femmes dans un pays comme la France où heureusement l'avortement y est autorisé.

Indirectement ensuite parce que ce gouvernement n'y consacre pas assez de moyens pour que tout un chacun puisse accéder aux CHU ou autres hôpitaux. Et on peut remarquer que le budget consacré à la santé se réduit

d'année en année, de sorte que non seulement il n'y a plus de nouvelles constructions d'hôpitaux malgré l'explosion démographique, mais même là où les soins étaient encore gratuits il y a quelques années, il sont devenus payants. L'argent ainsi détourné sert aux Bédié et autres à construire leur demeure, comme il leur permet de s'enrichir impunément. Parce que l'argent dû à leur rapine ne tombe évidemment pas du ciel!

Le scandale qui vient d'éclater ces jours-ci concernant les détournements de plusieurs milliards de francs qui était sensés être consacrés à la santé en est un exemple.

La principale responsabilité dans tous ces crimes revient évidemment à la classe riche, d'une façon ou d'une autre. Car c'est à cause d'elle, de ses profits, de son système économique injuste, que la grande majorité de la population vit dans cette pauvreté et meurt pour si peu de chose.

LE PRIX DU CACAO SOUMIS AUX ALEAS DU MARCHE CAPITALISTE

Le prix du cacao sur le marché international connaît son plus bas prix depuis 15 ans. Il est de l'ordre de 600F le kilo. Les hautes autorités de l'Etat dénoncent les "experts" en cacao

qui, à les écouter, sont à l'origine de cette chute des prix parce qu'ayant donné "des estimations de productions fantaisistes" sur le tonnage de cacao de cette année.

L E U R S O C I E T E

Tous ces politiciens au pouvoir (comme ceux d'ailleurs de l'opposition) nous donnent d'autant plus volontiers ce genre d'explication, pour nous faire comprendre le pourquoi des variations des prix, qu'ils nous prônent tous à d'autres occasions la nécessité d'une économie "libérale", de "marché", etc, chacun utilisant d'ailleurs son verbiage pour désigner tout simplement l'économie capitaliste. Ces gens-là ne peuvent pas aujourd'hui nous dire que la chute du prix du cacao fait partie de la loi normale de leur système capitaliste, parce qu'ils sont tous autant qu'ils sont des serviteurs des riches et de leur système économique. Et ce système est effectivement basé sur la loi de l'offre et de la demande. Il n'est surtout pas fait pour arranger les petits.

Tout le monde peut constater que ce n'est pas seulement le prix du cacao qui monte et qui descend, mais tout ce qui peut se vendre. Même le prix du dollar, le prix du franc CFA, le prix du blé, etc. Et cela, bien évidemment, quelles qu'en soient les conséquences pour des populations entières. Comme il en va aujourd'hui pour les petits paysans qui vivent de la culture du cacao.

Alors, nos dirigeants et ceux qui aspirent à prendre leur place au pouvoir peuvent toujours faire semblant de dénoncer ceci ou cela et même y compatir quelques fois au sort des pauvres. Ca ne leur coûte rien. D'ailleurs ils savent que ce ne sont pas les sociétés de

négoce en import-export qui perdent de l'argent quand le prix du cacao ou du café baissent sur les cours de Londres. Ce sont toujours les petits planteurs qui sont grugés dans cette affaire. Aujourd'hui par exemple, les paysans vendent leur cacao autour de 200F le kilo aux négociants alors que le cours sur la marché mondial tourne autour de 600 F le kilo. Le gouvernement est parfaitement au courant de ces pratiques. Il lui arrive d'ailleurs de dénoncer quelquefois cette situation. Mais au fond, il s'en moque. Un Bédié est chef du gouvernement. Mais il est aussi, en plus, par exemple actionnaire du groupe Sifca, c'est-à-dire un des plus gros négociants du café-cacao en Côte d'Ivoire! Oui, ces gens qui nous gouvernent sont liés d'une façon ou d'une autre à la classe des riches. Alors, ils se moquent bien du sort des petits paysans. Il n'y a pas besoin de chercher bien loin pour le comprendre. Un Bédié nous rabâche que le socle de l'économie ivoirienne repose sur le travail des paysans. Houphouët avant lui nous chantait d'ailleurs la même chanson. Mais au total qu'ont-ils donc fait pour ces paysans? Les villages et les campements sont à l'abandon. Il n'y a le plus souvent ni électricité, ni eau courante, ni hôpitaux. Les ouvriers agricoles et les petits paysans sont à la merci de la moindre morsure de serpent; de la moindre blessure causée par une machette. Alors, qu'ont-ils fait ceux qui nous gouvernent, depuis près de 40 ans? Par contre leur fortune et celle des riches de ce pays ont bien

L E U R S O C I E T E

augmenté au fil du temps.

Non, ce n'est pas sur le gouvernement que les travailleurs doivent attendre

quelque chose de bon. Les riches sont là pour s'enrichir et le gouvernement est là pour les servir. C'est ça la réalité de ce système!

* * * * *

DETTES DES PAYS PAUVRES: QUAND LES DIRIGEANTS IMPERIALISTES PARLENT D'ALLEGEMENT

Lors de leur dernier sommet tenu en Allemagne au mois de juin dernier, les dirigeants des grandes puissances, le G7, ont annoncé l'allégement de la dette des pays les plus pauvres de la planète. 41 pays pauvres sont concernés et le chiffre de 65 milliards de dollars a été avancé au titre d'allégement de leurs dettes contractées essentiellement auprès du FMI et de la banque mondiale.

Les discours parmi les plus démagogiques n'ont pas manqué à cette occasion. Chacun des dirigeants des puissances impérialistes, ceux-là mêmes dont le système économique est responsable de la misère grandissante, a chanté son petit refrain sur la "lutte contre la

pauvreté". Chirac y est allé avec son couplet sur la "générosité" et la "solidarité".

Certains ont présenté ce geste comme "historique" mais en réalité ce n'est pas la première fois que les pays les plus riches décident d'alléger ou de "rééchelonner" les dettes des pays du Tiers-monde, surtout quand ces dettes en question sont déjà en grande partie remboursées mais que les pays endettés continuent à en payer les intérêts.

En 1996 déjà, le FMI et la Banque mondiale avaient annoncé que les 80 % des créances de 41 pays pauvres allaient être annulés. Or jusqu'ici, seuls deux pays, la Bolivie et

L'Ouganda, ont vraiment bénéficié d'une réduction de leurs dettes. Les autres pays attendent toujours. Et ce qui vient d'être annoncé à grand coup de publicité lors du sommet de Cologne comme un grand cadeau des pays riches envers les pays pauvres risque de subir le même sort que la décision précédente. Il faudra déjà attendre le mois de septembre pour connaître le contenu exact de ces mesures encore théoriques ainsi que la liste précise des pays bénéficiaires. Ces mesures sont soumises à des conditions. Une de ces conditions est que le pays, pour bénéficier de cette "générosité", ait auparavant réussi à boucler un "programme triennal d'ajustement" commandité par le FMI. En réalité, l'allégement des dettes décidé à Cologne ne pourrait entrer dans les fait qu'à partir de juin 2001, au mieux. En attendant, les populations continueront à supporter le lourd fardeau de ces dettes dont elles n'ont jamais profité.

Rappelons que l'ensemble de la dette de ces 41 pays est passé de 80 à 215 milliards de dollars de 1980 à 1995. Ces pays croulent sous leurs dettes et sont contraints de s'endetter éternellement rien que pour pouvoir payer une partie des intérêts dus aux prêts. Ainsi, en 1996 et en moyenne pour les pays africains, pour chaque dollar reçu à titre d'aide, ces pays déboursaient 1,31 dollar en service de la dette. Ce qui veut dire qu'en réalité les pays pauvres financent les banquiers des pays riches. Et quand les dirigeants des pays riches font semblant d'annuler quelques dettes, celles-ci sont en réalité bien largement déjà remboursées.

Les pays riches accordent

de temps en temps ce qu'ils appellent des "aides" ou des "dons". En réalité ce sont les grandes sociétés, les Bouygues, les Boloré ou les Dassaut qui récupèrent la grande partie de ces sommes sous forme de contrats de vente d'armes ou de travaux publics. Une autre partie est simplement dilapidée par les dirigeants locaux.

Et ce ne sont pas les exemples de dilapidations qui manquent dans nos pays africains. Les dernières en date, révélées par la presse se sont récemment passées en Côte d'Ivoire et en Guinée.

En Côte d'Ivoire, il s'agit d'un détournement récent d'une valeur de 23 milliards de francs CFA du budget de la santé. En Guinée ce sont 400 millions de f CFA alloués par le Fond des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) qui se sont volatilisés.

Les seuls à ne jamais bénéficier de ces aides sont les plus pauvres. Mais ce n'est un secret pour personne, encore moins pour les dirigeants des pays riches qui soutiennent nos dirigeants car ils ont besoins d'eux pour diriger les Etats dictatoriaux en place afin d'assurer localement l'ordre établi par l'impérialisme.

Pour faire bonne figure les dirigeants des pays riches disent qu'ils exigent des contreparties sociales à ces allègements de dettes. Ils disent que les Etats qui bénéficieront de leurs aides devront diminuer leurs dépenses en matière d'armement et devront consacrer les bénéfices de l'allègement à la santé ou à l'éducation. Mais ce ne sont-là que des mensonges hypocrites qui ne trompent personne.

IL Y A 35 ANS LE GOUVERNEMENT AMERICAIN SIGNAIT LA LOI SUR LES DROITS CIVIQUES

Dans les années 60, une vague d'émeutes a embrasé les ghettos noirs de centaines de villes américaines. Ce fut la plus importante mobilisation noire depuis la 2ème guerre mondiale. Pour calmer le jeu, le congrès américain a fini par voter la loi sur l'égalité des droits civiques. Le 2 juillet 1964, Johnson, le président des USA à cette époque signait cette loi qui accordait à tous "l'exercice du droit de vote aux élections fédérales...sans distinction de race ou de couleur". En effet, dans les Etats du sud, la ségrégation était encore inscrite dans la loi.

Ce mouvement de protestation pacifique qui a culminé dans les années 60, connut un premier développement dès 1943 par des émeutes à Harlem. Elles faisaient suite aux exactions de la police et des bandes de Blancs racistes. Ces émeutes étaient souvent dirigées par des prêtres non-violents.

Dans les années 55-56, le mouvement prit la forme des boycotts des bus à Montgomery dans l'Etat de l'Alabama. Sa victoire déclenche un véritable mouvement de masse non violent dans tout le sud des USA. En 1963, la ville Birmingham de l'Alabama, fut totalement paralysée par des manifestations de rue et des affrontements. Le dirigeant de la ville, Bull Connor, fut destitué. Partie du sud, cette vague s'étendait à

tout le pays (New York, Chicago, etc.). C'est cela qui contraignit finalement le gouvernement américain à adopter cette loi. Le mouvement culmina en août 1964 par l'organisation d'une marche qui réunit 250 000 personnes à Washington. Cependant, une importante fraction de la population noire prenait de plus en plus conscience qu'il ne suffisait pas du vote d'une loi de plus pour que les Noirs obtiennent l'égalité réelle et se fassent respecter. Face à la violence exercée par les autorités, la police, les tribunaux et le Ku Klux Klan (organisation de racistes Blancs) l'auto-défense prit de plus en plus la place de la non-violence y compris dans les Etats du Nord.

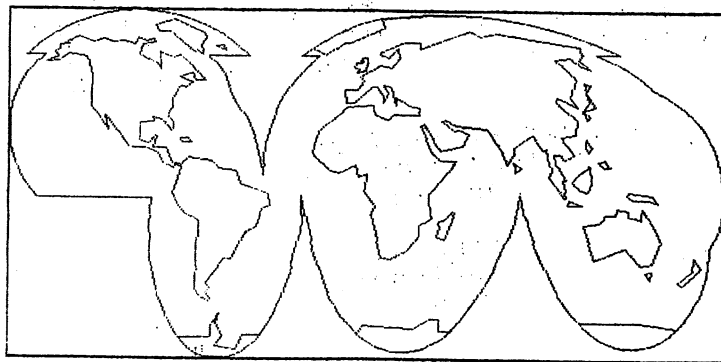
Dans les années 60-70, c'est l'organisation des "Musulmans Noirs" qui deviendra le principal propagandiste du mouvement. Malcom X et ses partisans militent pour arracher les jeunes Noirs de la drogue... et les enrôler dans les milices de défense. Il préconise de répondre à la violence raciste par la violence. Il revendique une nation séparée pour les Noirs mais cette nation qu'il souhaite, n'est autre qu'une nation capitaliste dirigée par des Noirs. D'ailleurs certains de ses fidèles vont en profiter pour prospérer.

Détruire le système capitaliste dont les Noirs sont

victimes nécessite une lutte résolue de toute la classe ouvrière. Le prolétariat noir qui était le plus radical dans les années 60-70 aurait pu être le fer de lance de cette lutte mais sa direction ne visait pas cet objectif. En réalité, le problème noir est le problème de toute la société capitaliste.

L'oppression économique et politique dont souffrent les Noirs ne peut être supprimée ni par un replâtrage du système ni par la simple instauration d'une nation séparée. La libération de la fraction noire implique la révolution sociale. Ce sera l'oeuvre consciente et unie de tous les travailleurs.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservés aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur les bourgeois pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire, la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour taches:

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
 - donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité au respect des autres.
 - favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale
- La présente revue entend dans cette perspective:
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine, et Trotsky
 - combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
 - contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
 - oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.